

“LES FRANÇAIS SONT PRÊTS À ACCEPTER DES RÉFORMES”



Michel Pébereau

Président
Institut de
l'entreprise

Président
BNP Paribas

Les échéances de 2007 seront déterminantes pour l'avenir de la France. L'économie mondiale connaît une forte expansion et la mondialisation ouvre de nouvelles opportunités. C'est dans ce contexte que l'Institut de l'entreprise a décidé d'intervenir dans le “Débat 2007”.

INTERVIEW

■ En quoi consiste votre projet “Débat 2007” au sein de l'Institut de l'entreprise ?

Toute démocratie moderne a besoin d'un débat public de qualité. Quand ce débat traite des sujets essentiels, l'élection permet de faire approuver par une majorité les solutions proposées par les responsables politiques : légitimées par le peuple souverain, elles peuvent être mises en œuvre. Quand, en revanche, ce débat les ignore, les réformes sont bloquées et la société se fige. C'est ce qui s'est passé en 1988, en 1995 et en 2002, avec des débats électoraux qui ont évité les grands problèmes que notre pays a à traiter. La France ne peut pas se le permettre une fois de plus en 2007 : ce serait une fois de trop.

En effet, les conséquences négatives de notre démographie sur notre croissance potentielle et sur nos

régimes de protection sociale comme la mondialisation et nos engagements européens impliquent des correctifs majeurs dans nos politiques publiques, pour répondre aux ambitions des Français.

Avec “Débat 2007”, l'Institut de l'entreprise veut contribuer à éclairer le débat indispensable sur les sujets économiques et sociaux qui sont décisifs pour l'avenir de notre pays : remettre nos finances publiques en ordre et au service de la croissance économique et de la cohésion sociale ; réformer nos régimes de protection sociale pour assurer la pérennité de leur financement ; créer l'environnement nécessaire à la compétitivité de notre territoire national et au plein emploi des Français ; rénover notre appareil d'éducation et de recherche pour assurer l'égalité des chances de tous les Français et promouvoir l'économie de la connaissance.

Nous avons constitué des groupes de travail sur ces différents thèmes. Nous en avons débattu avec les internautes sur notre site – www.debat2007.fr – qui a reçu 180 000 visiteurs pour le seul mois de février. Nous avons réuni nos réflexions et quinze grandes propositions dans notre livre intitulé *C'est possible, voici comment...* [1]. Le sondage [2] que nous avons fait effectuer montre que l'opinion, préoccupée par ces problèmes, est favorable à des réformes profondes dans une majorité de domaines. Nous avons enfin mis en place une cellule de chiffrage indépendante qui évalue le coût des propositions de la campagne. Notre objectif n'est pas de juger les programmes ni de l'opportunité des mesures envisagées, mais d'évaluer leur coût budgétaire. Il s'agit de contribuer au débat de manière non partisane et d'inciter les candidats à s'assurer de la cohérence de leurs propositions et à lever d'éventuelles ambiguïtés.



■ Quel peut être l'apport des chefs d'entreprise au débat public dans la campagne électorale ?

Nous sommes tous, nous les Français, collectivement responsables de la situation actuelle de notre pays. Les entreprises ont leur part de responsabilité dans les pesanteurs, réelles ou psychologiques, de la société française. Mais, par leur activité, les entreprises créent les richesses qui assurent les revenus des Français et leur amélioration : directement, mais aussi indirectement par l'intermédiaire des impôts et des cotisations. Ce sont elles qui donnent à la France son rang de 5^e puissance économique du monde. Vivant la concurrence internationale, les hommes et les femmes d'entreprise sont à même de prendre la mesure des handicaps qui résultent, pour notre pays, des retards d'adaptation de notre sphère publique par rapport à celles de nos voisins.

Les entreprises sont aussi les témoins de la capacité d'adaptation des Français. C'est, en effet, l'effort d'adaptation permanente de leurs salariés qui leur a permis de faire face avec succès à la montée de la concurrence internationale et à la révolution des technologies de l'information ; qui a permis aux plus grandes de devenir des champions européens ou mondiaux, aux petites et moyennes d'assurer leur compétitivité et leur développement.

Le témoignage des entreprises est le meilleur antidote au manque de confiance en nous-mêmes qui transparaît, au niveau de l'opinion publique, lorsque l'on évoque la mondialisation. Elles peuvent dire d'expérience que "c'est possible" et sont fondées, plus que d'autres, à proposer des "comment".

■ Quelles questions ont fait le plus débat au travers de vos réflexions ?

Pour l'emploi, le sondage réalisé montre que la situation est jugée préoccupante par 90 % des Français ; pour les régimes de retraites et l'assurance maladie, par 85 % ; pour la dette et les comptes publics, par 80 % ; pour l'efficacité de l'État ou l'attractivité du territoire, par 75 %. Il montre aussi que les Français sont prêts à accepter des réformes, même de grande ampleur. Par exemple, pour rééquilibrer le budget de l'État, près de trois Français sur quatre sont d'accord pour bloquer les dépenses publiques, et 54 % pour renoncer à toute baisse de l'impôt, une majorité à gauche comme à droite. Même sur le sujet tabou de l'Éducation nationale, près de trois sur quatre sont favorables à l'évaluation régulière et publique des performances des écoles, à une véritable autonomie des universités et à une augmentation significative des droits de la scolarité de celles-ci (avec un vrai système d'aide pour les familles défavorisées). Les domaines dans lesquels les réformes paraissent les plus difficiles à accepter sont l'assurance maladie et, surtout, les retraites. Au-delà d'un accord sur certains principes,

“ La banque a bien quelques problèmes spécifiques, l'un des plus graves étant le maintien de la taxe sur les salaires qui pénalise absurdement la localisation en France des emplois bancaires. ”

[1] "C'est possible, voici comment...", L'Institut de l'entreprise, coordonné par Michel Pébereau et Bernard Spitz, Ed. Robert Laffont.
[2] Sondage réalisé au téléphone les 5 et 6 janvier 2007 auprès d'un échantillon représentatif de 999 personnes de la population française âgée de 18 ans et plus par l'Institut LH2.

l'opinion réagit très négativement dès qu'on envisage des mesures précises. Sur ces problèmes, qui risquent de faire apparaître un clivage entre générations, un travail pédagogique est indispensable et les solutions ne seront acceptables que si elles sont globales et équilibrées dans la répartition des efforts nécessaires.

■ Ces dernières années, les banques ont été, à plusieurs reprises, sollicitées par le gouvernement pour répondre à certaines de ces préoccupations. Qu'en pensez-vous ?

Les banques sont régulièrement sollicitées par les pouvoirs publics, car elles sont au cœur du fonctionnement de l'économie. Elles font, en général, des propositions concrètes, chaque fois qu'il s'agit de répondre à de réels besoins de leurs clients.

Mais dans une économie de marché – la seule qui soit efficace –, les banques doivent rester libres de leur politique. C'est leur liberté qui permet à notre industrie bancaire d'être aujourd'hui un atout pour notre pays. Elle offre un service de proximité de qualité et à des prix très compétitifs par rapport à ses concurrents européens. Elle crée des richesses et des emplois en France et embauche massivement (30 000 à 40 000 personnes par an). Grâce aux succès mondiaux dans ce grand métier d'avenir du XXI^e siècle, la finance est devenue l'un des piliers de l'excellence française et du rayonnement international de notre pays. Pour qu'elle reste l'atout qu'elle est pour la France dans la mondialisation, il faut écarter la tentation d'un interventionnisme qui conduirait à l'uniformité et à la médiocrité. Une régulation est bien sûr nécessaire, mais surtout pour assurer la solidité de chacun des établissements et les conditions d'une concurrence effective et à armes égales.

■ Quelles sont, selon vous, les principales mesures à prendre pour la profession bancaire ?

L'analyse des établissements bancaires n'est guère différente de celle des autres entreprises. Plusieurs de leurs cadres ont d'ailleurs participé au projet "Débat 2007". La banque a bien quelques problèmes spécifiques, l'un des plus graves étant le maintien de la taxe sur les salaires qui pénalise absurdement la localisation en France des emplois bancaires. J'ajouterais un sujet que l'Institut de l'entreprise a explicitement laissé de côté : la construction européenne. Dans l'intérêt de l'économie et des consommateurs européens comme de l'industrie bancaire, il est urgent de réaliser effectivement le marché européen intégré des activités bancaires que l'Acte unique européen avait prévu de créer pour 1993. ■

C. T.